

Les puissants redessinent le monde

par **Serge Halimi**, juin 2014

Dossier Internet

Grand marché transatlantique

Un aigle libre-échangiste américain traverse l'Atlantique pour ravager un troupeau d'agnelets européens mal protégés. L'image a envahi le débat public dans le sillage de la campagne pour les élections européennes. Frappante, elle est politiquement périlleuse. D'une part, elle ne permet pas de comprendre qu'aux Etats-Unis aussi des collectivités locales risquent demain d'être victimes de nouvelles normes libérales qui leur interdiraient de protéger l'emploi, l'environnement, la santé. D'autre part, elle détourne l'attention d'entreprises bien européennes — françaises comme Veolia, allemandes comme Siemens — et tout aussi empressées que les multinationales américaines à poursuivre en justice les Etats auxquels il prendrait la fantaisie de menacer leurs profits (*lire «[Des tribunaux pour détrousser les Etats](#)»*). Enfin, elle néglige le rôle des institutions et des gouvernements du Vieux Continent dans la formation d'une zone de libre-échange sur leur propre territoire.

L'engagement contre le grand marché transatlantique (GMT) ne doit donc pas cibler un Etat particulier, fût-il les Etats-Unis. L'enjeu de la lutte est à la fois plus large et plus ambitieux : il concerne les nouveaux privilèges que réclament les investisseurs de tous les pays, peut-être pour les récompenser de la crise économique qu'ils ont provoquée. Bien menée, une bataille planétaire de ce genre pourrait consolider des solidarités démocratiques internationales aujourd'hui en retard sur celles qui existent entre les forces du capital.

Dans cette affaire, mieux vaut donc se méfier des couples qu'on prétend liés pour l'éternité. La règle s'applique au protectionnisme et au progressisme autant qu'à la démocratie et à l'ouverture des frontières. L'histoire a en effet prouvé que les politiques commerciales n'ont pas de contenu politique intrinsèque (1). Napoléon III a marié Etat autoritaire et libre-échange (*lire «[Et Napoléon III a choisi le libre-échange](#)»*), presque au moment où, aux Etats-Unis, le Parti républicain prétendait se soucier des ouvriers américains afin de mieux défendre la cause des trusts étoilés, des « barons voleurs » de l'acier qui mendiaient des protections douanières (2). « *Le Parti républicain étant né de la haine du travail d'esclave et du désir que tous les hommes soient réellement libres et égaux*, indique sa plate-forme de 1884, *il est irrévocablement opposé à l'idée de placer nos travailleurs en concurrence avec quelque forme de travail asservi que ce soit, en Amérique ou à l'étranger* (3). » A l'époque, on pensait déjà aux Chinois. Mais il s'agissait des milliers de terrassiers que des compagnies californiennes de chemin de fer avaient recrutés afin de leur confier des travaux de forçat en échange de salaires de misère.

Un siècle plus tard, la position internationale des Etats-Unis ayant changé, démocrates et républicains jouent à qui entonnera la sérénade libre-échangiste la plus sirupeuse. Le 26 février 1993, à peine plus d'un mois après son arrivée à la Maison Blanche, le président William Clinton prend l'avantage grâce à un discours-programme destiné à promouvoir l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), qui sera voté quelques mois plus tard. Il admet que le « *village global* » a alimenté le chômage et les bas salaires américains, mais se propose de hâter le pas dans le même sens : « *La vérité de notre époque est et doit être la suivante : l'ouverture et le commerce nous enrichiront en tant que nation. Cela nous incite à innover. Cela nous oblige à affronter la concurrence. Cela nous assure de nouveaux clients. Cela favorise la croissance globale. Cela garantit la prospérité de nos producteurs, qui sont eux-mêmes consommateurs de services et de matières premières.* »

Dès cette époque, les divers cycles de libéralisation des échanges internationaux ont déjà fait chuter la moyenne des droits de douane de 45% en 1947 à 3,7% en 1993. Mais peu importe : la paix, la prospérité et la démocratie exigent que l'on aille toujours plus loin. « *Ainsi que l'ont relevé les philosophes, de Thucydide à Adam Smith, insiste donc M. Clinton, les habitudes du commerce contredisent celles de la guerre. Tout comme les voisins qui se sont entraidés pour construire leurs étabes respectives sont ensuite moins tentés d'y mettre le feu, ceux qui ont élevé leurs niveaux de vie mutuels sont moins susceptibles de s'affronter. Si nous croyons à la démocratie, nous devons donc nous employer à renforcer les liens du commerce.* » La règle ne valait cependant pas pour tous les pays, puisque le président démocrate signa, en mars 1996, une loi durcissant les sanctions commerciales contre Cuba.

Dix ans après M. Clinton, le commissaire européen Pascal Lamy — un socialiste français qui deviendra directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) — reprend son analyse : « *Je pense, pour des raisons historiques, économiques, politiques, que l'ouverture des échanges va dans le sens du progrès de l'humanité. Que l'on a provoqué moins de malheurs et de conflits quand on a ouvert les échanges que quand on les a fermés. Là où le commerce passe, les armes s'arrêtent. Montesquieu l'a dit mieux que moi* (4). » Au XVIIIe siècle, Montesquieu ne pouvait cependant pas savoir que le marché chinois s'ouvrirait un siècle plus tard, non pas grâce à la force de conviction des Encyclopédistes, mais dans le sillage des canonnières, des guerres de l'opium et du saccage du Palais d'été. M. Lamy, lui, ne doit pas l'ignorer.

Moins exubérant que son prédécesseur démocrate — c'est chez lui une question de tempérament —, le président Barack Obama relaie à son tour le credo libre-échangiste des multinationales américaines — européennes aussi, et à vrai dire de tous les pays — pour défendre le GMT : « *Un accord pourrait accroître nos exportations de dizaines de milliards de dollars, induire la création de centaines de milliers d'emplois supplémentaires, aux Etats-Unis et dans l'Union européenne, et stimuler la croissance sur les deux rives de l'Atlantique* (5). » A peine évoquée dans son propos, la dimension géopolitique de l'accord importe cependant davantage que ses hypothétiques bénéfiques en termes de croissance, d'emplois, de

prospérité. Washington, qui voit loin, ne compte pas s'appuyer sur le GMT pour conquérir le Vieux Continent, mais pour détourner celui-ci de toute perspective de rapprochement avec la Russie. Et, surtout, pour... contenir la Chine.

Or, sur ce point aussi, la convergence est totale avec les dirigeants européens. « *On voit monter ces émergents qui constituent un danger pour la civilisation européenne, estime par exemple l'ancien premier ministre français François Fillon. Et nous, notre seule réponse serait de nous diviser? C'est une folie (6).* » Justement, enchaîne le député européen Alain Lamassoure, le GMT pourrait permettre aux alliés atlantiques de « *se mettre d'accord sur des normes communes pour les imposer ensuite aux Chinois (7)* ». Echafaudé par Washington, un partenariat transpacifique auquel Pékin n'est pas convié vise exactement le même objectif.

Ce n'est sans doute pas par hasard si le partisan intellectuel le plus acharné du GMT, Richard Rosecrance, dirige à Harvard un centre de recherches sur les rapports entre les Etats-Unis et la Chine. Son plaidoyer, publié l'an dernier, martèle l'idée que l'affaiblissement simultané des deux grands ensembles atlantiques doit les amener à resserrer les rangs face aux puissances émergentes d'Asie : « *A moins, écrit-il, que ces deux moitiés de l'Occident ne se réunissent, formant un ensemble dans les domaines de la recherche, du développement, de la consommation et de la finance, elles vont l'une et l'autre perdre du terrain. Les nations d'Orient, dirigées par la Chine et l'Inde, dépasseront alors l'Occident en matière de croissance, d'innovation et de revenu — et, pour finir, en termes de capacité à projeter une puissance militaire (8).* »

Le propos général de Rosecrance rappelle l'analyse célèbre de l'économiste Walt Whitman Rostow sur les étapes de la croissance : après le décollage d'un pays, son rythme de progression ralentit car il a déjà réalisé les gains de productivité les plus rapides (niveau d'éducation, urbanisation, etc.). Dans le cas d'espèce, les taux de croissance des économies occidentales, parvenues à la maturité depuis plusieurs décennies, ne rattraperont pas ceux de la Chine ou de l'Inde. L'union plus poussée entre les Etats-Unis et l'Europe constituerait donc la principale carte qui leur reste. Elle leur permettrait de continuer à imposer leur jeu aux nouveaux venus, certes impétueux mais profondément désunis. Ainsi, comme au lendemain de la seconde guerre mondiale, alléguer une menace extérieure — hier celle, politique et idéologique, de l'Union soviétique, aujourd'hui celle, économique et commerciale, de l'Asie capitaliste — aide à rassembler sous la houlette du bon berger (américain) les ouailles qui redoutent que bientôt la clé de voûte du nouvel ordre mondial ne se situe plus à Washington, mais à Pékin.

Une crainte d'autant plus légitime, selon Rosecrance, que « *dans l'histoire, les transitions hégémoniques entre puissances ont en général coïncidé avec un conflit majeur* ». Mais un moyen empêcherait que le « *transfert de leadership des Etats-Unis vers une nouvelle puissance hégémonique* » ne débouche sur une « *guerre entre la Chine et l'Occident* ». Faute d'espérer rallier les deux principales nations asiatiques à des partenaires atlantiques pénalisés par leur déclin, il faudrait tirer parti des rivalités qui existent entre elles et les contenir dans leur région grâce à l'appui du Japon. Un pays que la crainte de la Chine soude au camp occidental, au point d'en faire son « *terminus oriental* ».

Même si ce grand dessein géopolitique invoque la culture, le progrès et la démocratie, le choix de certaines métaphores trahit à l'occasion une inspiration moins élevée : « *Le producteur qui a du mal à vendre une marchandise donnée, explique Rosecrance, sera souvent conduit à fusionner avec une société étrangère pour élargir son offre et accroître sa part de marché, comme Procter & Gamble l'a fait en acquérant Gillette. Les Etats font face à des incitations du même ordre.* »

C'est sans doute parce qu'aucun peuple ne considère encore sa nation et son territoire comme des produits de consommation courante que le combat contre le GMT ne fait que commencer.

Serge Halimi

(1) Cf. *Le Protectionnisme et ses ennemis, Le Monde diplomatique* - Les Liens qui libèrent, Paris, 2012.

(2) Lire Howard Zinn, « **Au temps des "barons voleurs"** », *Le Monde diplomatique*, septembre 2002.

(3) Cité par John Gerring, *Party Ideologies in America, 1828-1996*, Cambridge University Press, 2001, p. 59.

(4) *Le Nouvel Observateur*, Paris, 4 septembre 2003.

(5) Conférence de presse conjointe avec M. François Hollande, Maison Blanche, Washington, DC, 12 février 2014.

(6) RTL, 14 mai 2014.

(7) France Inter, 15 mai 2014.

(8) Richard Rosecrance, *The Resurgence of the West : How a Transatlantic Union Can Prevent War and Restore the United States and Europe*, Yale University Press, New Haven, 2013. De même pour les citations suivantes.